

# Synthèse de la réunion d'initiative locale de Saint-Jean-Brévelay du grand débat national du 26 février 2019

Organisateur : mairie de Saint-Jean-Brévelay ;

Animateur : Sophie THOMAS ;

Prise de note : stagiaire de la mairie ;

Production finale de la synthèse : Sophie THOMAS ;

Lieu du débat : salle de Vertin, à Saint-Jean-Brévelay ;

Durée de la réunion : 2 heures.

Nombre de participants : 30 personnes

Le démarrage de la réunion a été fixé à 18h30. Trente personnes se sont présentées pour participer au débat.

La réunion débute à 18h45 par un discours introductif du maire de Saint-Jean-Brévelay monsieur Robin, représentant de la mairie organisatrice. Il précisa les choix opérés pour l'organisation de la réunion : choix de l'animatrice, Sophie THOMAS, orientée par la préfecture du Morbihan et mise en place de tableau d'affichage destinées à synthétiser les idées mises en avant lors du débat.

Sophie Thomas, l'animatrice de la réunion, réalise à son tour un introduction pour préciser sa fonction et la raison de sa présence, son rôle de facilitateur de la parole et de mettre du temps. Elle insiste sur le but premier de la réunion, permettre à tous de s'exprimer. Elle souligne le rattachement de sa mission à la charte du grand débat national et cite un extrait de celle-ci et demande à l'assemblée de bien vouloir respecter des échanges cordiaux et ne tenir aucun propos injurieux, grossier, diffamatoire, irrespectueux, agressif, violent, raciste, xénophobe, homophobe, sexiste ou faisant l'apologie des crimes de guerre, fin de citation.

Les thèmes sont énoncés un à un, en précisant qu'une vingtaine de minutes pourront être consacrées à chaque thème. Il restera bien évidemment la possibilité de ne pas aborder un sujet ou d'en aborder d'autres, un cinquième panneau a été rajouté.

Des fiches sont mises à disposition pour les participants qui ne souhaitent pas s'exprimer en public (page extraite du document « Réunions d'initiatives locales – mode d'emploi », extrait du site [www.granddebat.fr](http://www.granddebat.fr))

Synthèse des constats et idées formulées sur chaque thème :

→ **Thème 1 : organisation de l'État et des services publics** :

## Les constats

**Droit à la mobilité et accessibilité** au sein des territoires ruraux. Besoin de transport simple et efficace pour tous. Une question est formulée : à quel point y-a-t-il besoin de se déplacer librement ?

Les bus sont vides la journée alors que là où les gens en ont le plus besoin c'est au moment de se rendre au travail.

Pour vivre, il faut s'assurer du droit au transport.

Bien que la mobilité soit une compétence de la Région, elle ne fait rien de plus que l'État.

**Mille-feuilles administratif et politique** trop complexe et trop coûteux qui complique la vie du citoyen : désir de simplification.

Délai de réponse long lorsque l'on sollicite l'État.

**Fermeture de lignes SNCF.** Pourtant, le CELIB, Comité d'Etudes et de Liaison des Intérêts Bretons créés il y a plusieurs années devaient permettre de développer des liaisons.

**Les attaques envers la police et les représentants de l'État** sont inadmissibles (et de plus en plus graves).

### **Difficultés pour les petites communes de vivre.**

En Bretagne, sentiment fort qui relie les gens avec un bénévolat important.

**Un manque de connaissance de certaines prestations** ou aides de la part des citoyens. Pourquoi cela ne serait-il pas automatique, notamment grâce au numérique ?

Des **normes sanitaires croissantes et contraignantes** administrativement. Le coût face à la santé publique.

**L'école et l'enseignement en grande difficultés.** La réforme suppose que le bac ne soit pas en harmonie avec les membres mais plutôt avec la gestion des flux, la réussite. On a des bacs qui ne préparent à rien.

Si on regarde le fonctionnement de la mairie, les élus tournent. Ceux qui sont toujours là sont les administratifs, c'est eux qui font fonctionner la mairie. Ce qui devrait changer serait plutôt au niveau des **hauts fonctionnaires qui auraient besoin de plus de terrains.**

Il y a aujourd'hui une grande différence de salaire (problème d'acceptabilité du citoyen). Il y a également un problème d'efficacité des fonctionnaires (par rapport aux salaires versés).

La place de haut fonctionnaire a tout de même de l'importance face aux hauts représentants de grandes entreprises.

Trop de **différences de salaire entre le monde privé et public.**

**Différence de prix dans les cantines scolaires** : quel justification peut-on faire? 2,95€ le prix du repas dans le département du Morbihan. Remarque d'un participant, « c'est le choix des collectivités .Une région comme la notre a relevé des défis au niveau de l'agriculture. »

Problématique propre aux territoires ruraux : coût des services publics, sur l'accessibilité, transition écologique inadéquate à la problématique de territoire. Idée de décentralisation : faut-il fusionner davantage les communes ?

### Idées/suggestions pour le thème organisation de l'État et des services publics

**Ne pas imposer davantage de taxes** mais plus de transports publics accessibles, pour les familles notamment.

**Sortir du tout voiture** et mettre en commun les solutions de l'ensemble des territoires (sur la question de la mobilité) avec les usagers en organisant des rencontres et en rassemblant des données chiffrées.

Plus de prise en main des zones rurales elles-mêmes

Souhait d'une **décentralisation très forte** (davantage de pouvoir à accorder aux Régions notamment)

**Regroupement des communes à poursuivre** pour une revitalisation des espaces ruraux, avec **plus de solidarité des plus grosses communes**.

Les prises de décision seraient meilleures si le **conseil régional était constitué des conseillers de communautés de communes** (les gens investis sont plus à même de trouver des solutions).

#### **Réouverture de gare**

Ne pas tout attendre de l'État mais se prendre plus en charge.

**Recours aux anciennes méthodes où les produits dans les cantines n'étant pas industrialisés (cela pourraient redynamiser l'emploi local)**

**Réformer le pouvoir des hauts fonctionnaires** : il faut donc revoir le fonctionnement ou reformer le pouvoir, le rôle des administrés (coût, salaire, formation...).

**Mettre en place des plafonds, des limites aux salaires, réduire les creusements des salaires.**

#### **Supprimer le Sénat**

### **→ Thème 2 : la transition écologique**

#### Les constats

**Urgence de sortir du tout voiture.** Le manque de transport en commun s'inscrit dans l'aggravation climatique question des zones rurales, la voiture est-elle vraiment indispensable ?

**Le modèle de vie en zones rurales est aujourd'hui mal perçu**, considéré moins écologique qu'en ville (maison avec grands terrains, beaucoup de poubelles, assainissements individuels). Pourtant la voiture reste encore obligatoire et on ne choisit pas tous d'habiter en campagne.

**Coût important de la transition** écologique pour **les foyers** notamment avec les normes sur les produits tels que les chaudières ou les fenêtres face à des salaires qui stagnent

**La robotisation défavorise l'emploi.** Il n'y a plus de travail dans certaines entreprises alors qu'il y a création de valeur.

**Le crédit d'impôt est une bonne chose mais certaines aides de l'État pour la transition écologique sont trop complexes**, avec changement de forme trop fréquent.

**Un effet pervers est présent dans les créations de besoins** (manque de contrôle de l'État) car cela participe de l'augmentation des prix.

Obsolescence programmée avec changement systématique des outils numériques : un problème.

Idées/suggestions pour le thème de la transition écologique

**Changer de mode de consommation**, nos manières de consommer.

**Favoriser l'achat local** pour donner du sens au biologique (et à son agriculture).

**Vendre les produits au juste prix et arrêter l'obsolescence programmée.**

Mettre en place des **aides de l'État** et des procédures **plus stables sur une longue durée.**

**Création d'une banque spéciale** avec des fonds européens pour investir dans les bâtiments, cela créerait des emplois et des économies sur le long terme. Les taxes seraient alors réinjectées dans cette banque. Cela diminuerait également les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales.

### → **Thème 3 : la fiscalité et les dépenses publiques**

#### Les constats

Un **coût a été engendré avec la création des intercommunalités.** Créées pour faire des économies, il n'est pas certain qu'il y en ait vraiment. Il s'agit plus d'une phase de dépenses liées à leur organisation.

**Contrainte de coût des transports en commun** car la majorité des français n'ont pas la possibilité d'y accéder.

Interrogation et remise en cause dans la **répartition du budget de l'État et des impôts.** Du budget destiné aux jeunes pris chez les personnes âgées (répartition de l'échelle?).

Quand il n'y a plus d'argent dans des caisses, il y en trop dans d'autres.

**Problème du retrait des dividendes dans la vie sociale** (56 milliards de retiré).

Question **des faibles retraites**. Pourquoi ne pas mettre les mêmes retraites pour tous comme dans certains pays européens.

Le régime agricole est un régime inférieur depuis des décennies, avec beaucoup de misère. L'indemnité des députés : 5 fois la retraite d'un agriculteur. Remettre en question les parts fiscales. De même pour certains retraités qui ont de trop faibles retraites. Indemnité parlementaire trop importante.

Une personne au Smic devrait toucher une retraite de 1300 € net. Une personne qui gagne bien sa vie, à partir de 4000 € jusqu'à 6000 € par mois, le retraite devrait être de 3000 € maximum (celui qui a eu de bon revenu a mis de l'argent de côté). C'est honteux d'avoir une retraite de 800 € par mois quand on a travaillé toute sa vie.

L'investissement dans l'économie face aux reformes.

Idées/suggestions pour le thème fiscalité et dépenses publiques

Mettre en place (voire généraliser) **la gratuité dans les transports**.

Avoir davantage d'**autonomie budgétaire au sein des Régions**.

**Investir dans l'éducation** et la prévention (auprès des jeunes notamment et de la famille).

**Réinstaurer l'ISF** et réduire certains privilèges. Pourquoi la suppression de l'ISF n'a pas été faite à condition que les sommes soient réinvesties dans l'économie ?

Mettre en place des plafonds maximum et minimum pour les indemnités de retraite

## → Thème 4 : la démocratie et la citoyenneté

Les constats

**Responsabilité individuelle de tous**, des citoyens. Trop d'attentes des services publics, les citoyens ne sont pas assez responsables et attendent trop des autres. Ils ont des droits mais aussi des devoirs.

**Société trop sujette à la violence** : elle ne peut se construire sur la violence, on ne condamne d'ailleurs pas assez la violence (racisme, antisémitisme, violence faite à la police).

**Manque de corps intermédiaires** (syndicats, associations...), qui ont été mis de côté.

De moins en moins envie de voter.

**Éducation et scolarité : le citoyen doit plus se préoccuper** de ce qui se passe au sein des écoles (dans les programmes scolaires entre autre). Il faut permettre aux enfants d'acquérir

de l'autonomie. Il y a nécessité à ce que des dispositions soient prises pour que les citoyens y interviennent.

Il y a **trop de distances entre les élus locaux et les ministères** et le gouvernement. Pas assez de pouvoir au niveau des maires.

Les associations ont de plus en plus de difficultés à trouver du monde.

**En accord avec la dose de proportionnelle** en projet pour les élections parlementaires.

Problèmes liés à l'usage des réseaux sociaux.

### Idées/suggestions pour le thème fiscalité et dépenses publiques

Donner plus de pouvoir aux citoyens.

**Développer la culture de la concertation** (dans le secteur privé comme dans le secteur public) pour instaurer plus de dialogue et de compromis. Quand certains s'expriment, on ne les écoute pas. Il faut plus d'intervention dans la vie publique (dans les syndicats, dans les élections et dans d'autres initiatives à inventer).

**Éduquer, débattre, communiquer.**

**Budget participatif à développer** : les projets collectifs permettent aux citoyens de se réinvestir. Les gilets jaunes nous ont permis de nous exprimer. Besoin de plus de concertation. Il faut inventer de nouvelles démarches citoyennes et démocratiques.

**Le Référendum est trop complexe** : une réponse par oui ou par non inadaptée, il y a d'autres possibilités, comme le choix avec plusieurs réponses, qu'on pourrait hiérarchiser (questions à choix multiples). C'est le cas par exemple des questions locales.

**Réaliser une conférence régionale**, hiérarchiser tout ce qui va sortir de ce débat national car il y a une impatience du citoyen. (Grenelle du pouvoir de vivre).

On pourrait aussi avoir **une assemblée consultative avec des gens tirés au sort** qui s'investissent sur des domaines particuliers. Cela éviterait la violence faite aux élus.

**Favorable au Référendum d'Initiative Citoyenne** (RIC), bien qu'il existe un risque de questions inappropriés.

### → **Thème 5 : autres sujets abordés**

**Le modèle social** : la société a énormément évolué. Il y a beaucoup de personnes seules, de familles séparées, cela nécessite plus de logements. Les moyens doivent donc suivre. Cela impacte les finances et l'éducation de l'enfant. Cela est une responsabilité individuelle, cela ne vient pas de l'État. La vie a changé : les deux parents travaillent.

Suggestion : accompagner davantage les familles.

**La notion de création de valeurs** : arrêter de déposer la valeur de ce qu'on travail dans les poches des actionnaires (depuis la naissance du capitalisme). La valeur que nous créons a notre travail doit nous revenir. Les petites mains doivent gagner plus d'argent. Pourquoi ceux en haut on tout et les plus petits ont rien.

**Les salaires** : A force de reculer l'âge de la retraite, les jeunes n'ont rien, on supprime tous les petits métiers. Les jeunes ont de plus en plus de mal à trouver de travail, car soit il ne possède pas assez d'études ou soit ils sont trop âgés. Le revenu net de quelqu'un qui travaille doit être supérieur a quelqu'un qui reste à la maison sans emploi. Les frais de transport prennent une partie des salaires. Les salaires en France ne sont pas suffisamment élevés, il n'y a pas de solution en perspective.

**L'organisation territoriale**, qui a des conséquences sur les choix et les orientations des citoyens.

**Changement constant de la législation qui contraint l'économie** : on ne peut pas prévoir à moyen ou long terme. Inadéquation entre la législation et l'économie.

**Europe** : concurrence agricole et fiscalité : on ne peut plus faire payer nos entreprises car d'autres pays ont des taux fiscaux qui attirent. Problème lié au dumping social. Beaucoup de coût de main d'œuvre, on perd en impôt car les entreprises partent ailleurs. Le coût du travail est différent.

Suggestion: **meilleure harmonisation de l'Europe au niveau sanitaire, au niveau des emplois et de l'agriculture.**

La réunion s'achève à 20h30. L'animatrice remercie l'ensemble des participants après avoir à nouveau proposé aux personnes qui ne se sont pas exprimées, de le faire.